

**QUADERNI** **Quaderni**  
Communication, technologies, pouvoir

**74 | Hiver 2010-2011**  
**Récit et information télévisée**

---

## Le personnage au carrefour du médiatique et du social : une analyse des débuts de l'« affaire Calice » à la RTBF

Jennifer Devresse

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/359>  
DOI : 10.4000/quaderni.359  
ISSN : 2105-2956

### Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

### Édition imprimée

Date de publication : 15 janvier 2011  
Pagination : 73-86

### Référence électronique

Jennifer Devresse, « Le personnage au carrefour du médiatique et du social : une analyse des débuts de l'« affaire Calice » à la RTBF », *Quaderni* [En ligne], 74 | Hiver 2010-2011, mis en ligne le 05 janvier 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/359> ; DOI : 10.4000/quaderni.359

---

Tous droits réservés

## le personnage au carrefour du médiatique et du social *une analyse des débuts de l'"affaire Calice" à la RTBF*

Jennifer  
Devresse

*Assistante à l'Université de Liège  
Laboratoire d'étude sur les médias  
et la médiation (Lemme)*

À la dénonciation commune du désintérêt actuel pour le politique ou de la « dépolitisation » ambiante, il conviendrait d'opposer une interrogation sur les *conditions de possibilité* de l'engagement pour le spectateur politique, telles qu'elles sont déterminées par les formes contemporaines du récit médiatique. Comment l'information télévisuelle dispose-t-elle de son public dans le rapport que ce dernier peut entretenir au politique<sup>1</sup> ? Les phénomènes de personnalisation et de privatisation croissantes qui affectent l'information politique (Sennett, 1995) invitent à penser que l'une des clés fondamentales des mécanismes qui président à l'engagement pourrait bien résider dans la notion de *personnage* narratif, médiateur entre diégèse médiatique et monde vécu du spectateur, hybride constituant à la fois le point névralgique de la construction narrative et une invitation pressante, pour le public, à « entrer » dans le récit. C'est précisément à ce personnage-là que cet article s'intéresse, c'est-à-dire aux traits du personnage média-informé en tant qu'il est susceptible de déterminer les conditions de possibilité de la réception télévisuelle et, *a fortiori*, de l'engagement pour le spectateur citoyen.

Structurant l'espace public, observait Louis Quéré, le récit médiatique constitue le « tiers symbolisant » à l'aide duquel les sujets sociaux accèdent au réel, « *construisent leur identité et leur communauté* », et acquièrent finalement « *la capacité de penser et d'agir* » (1982, p. 84). Considérant dans son sillage la narration de l'information comme « discours instituant au monde », je me propose d'examiner la manière dont la *position* du public-spectateur immergé au sein de la scène publique médiatisée par l'entremise des personnages détermine certaines



*dispositions* possibles pour le public-acteur de la chose politique. Les pages qui suivent exploreront cette question à travers l'analyse des personnages de « l'affaire Calice » dans les J.T. de la RTBF<sup>2</sup>, chaîne publique belge francophone.

Sans doute me faut-il préciser d'emblée ce que j'entends par « personnage médiatique », d'autant que l'importation d'outils narratologiques dans le champ de l'analyse des médias n'est pas sans poser quelques problèmes. Il s'agit d'abord ici de ne pas confondre personnage et personnalité fortement médiatisée, mais bien de désigner par « personnage » tout protagoniste du récit tel qu'il est médiatiquement construit, caractérisé et mis en jeu ; qu'il soit politique, professionnel, expert, témoin, simple citoyen ou autre porte-parole. Soulignons par ailleurs que ces « personnages » ne sont pas nécessairement anthropomorphes (Hamon, 1977, p. 118) ; il peut aussi bien s'agir, par exemple, d'une institution, du moins dans la mesure où celle-ci est susceptible de produire un « effet-personnage » (Hamon, 1983).

On l'aura compris, ces « personnages » n'équivalent donc pas aux personnes réelles, « de chair et d'os » dirait Ph. Hamon, auxquelles ils renvoient, mais plutôt aux personnages tels qu'ils apparaissent à l'écran, tels qu'ils sont constitués dans et par le média. Or ces personnages sont, pour le public, à la fois le support d'un « effet de réel » important et des « lieux par excellence d'investissement » psychologique et social, au travers des affects, des croyances et des valeurs qu'ils mettent en jeu (Glaudes et Reuter, 1998, pp. 4-16). Cette double propriété fait alors des personnages les lieux de construction des dimensions axiologiques de notre perception du monde (Lits, 1996, p. 58).

C'est précisément, me semble-t-il, l'intérêt de l'usage de la notion de personnage pour l'analyse des médias, à plus forte raison si cette dernière s'intéresse à ce que les médias font au social, ou pour mieux le dire aux mécanismes de construction sociale du sens à l'intersection du récit médiatique et de sa « réception ». Il s'agit alors de renverser la question de la norme en l'abordant, non plus seulement au travers des représentations médiatiques, mais au travers des personnages en tant que « lieu[x] privilégié[s] de l'affleurement des idéologies et de leurs systèmes normatifs : il ne peut y avoir norme que là où un "sujet" est mis en scène » (Hamon, 1984, p. 104). Cette approche permet en particulier d'appréhender, par le biais des rapports qui se nouent entre personnages et spectateur, la question de la norme entendue ici comme « cadre motivationnel de l'action » – c'est-à-dire un certain rapport au savoir sur la société et au pouvoir d'agir sur l'organisation de cette société (Quéré, 1982).

Plus concrètement, l'étude que je propose ici se fonde notamment sur les travaux de Philippe Hamon<sup>3</sup> pour analyser les traits des personnages et leur jeu au fil de « l'affaire Calice », à travers les questions des rôles qu'ils endossent, des places qu'ils occupent, des stéréotypes qu'ils mobilisent, des imaginaires qu'ils convoquent, etc. Il s'agira, d'abord, d'observer la caractérisation des personnages principaux et le rapport au spectateur qui s'y dessine. J'examinerai ensuite l'organisation de ces personnages en systèmes de relations, d'harmonies et de dissonances, et les positions possibles pour le public-spectateur au sein de ce système. Le terme de cette analyse autorisera enfin à risquer quelques conclusions sur la manière dont le rapport au *savoir* induit



par cette *position* spectatorielle particulière peut déterminer certaines *dispositions* chez le public-acteur social, autrement dit un certain rapport au *pouvoir*<sup>4</sup>.

### L'affaire Calice...

L'analyse paraîtrait sans doute confuse si elle n'était précédée d'un bref retour sur les principaux événements qui constituent le récit de « l'affaire Calice »<sup>5</sup>. En avril 2010, il y a déjà quelques mois que l'Église catholique doit essuyer des scandales successifs liés aux révélations de faits de pédophilie commis en son sein – notamment aux États-Unis – de 30 à 50 ans plus tôt. Plusieurs hauts responsables ecclésiastiques, dont le Pape même, sont soupçonnés d'avoir couvert des abuseurs. C'est dans ce contexte que survient, en Belgique, la démission de l'évêque de Bruges Roger Vangheluwe qui reconnaît avoir violé un mineur pendant plusieurs années. Le 24 juin, se fondant sur des déclarations relatives à des faits similaires, le juge d'instruction Wim De Troy ordonne des perquisitions à l'archevêché de Malines-Bruxelles et au domicile de son archevêque Godfried Danneels, alors primat de Belgique. 475 dossiers sont également saisis à la « Commission Adriaenssens »<sup>6</sup>, commission interne à l'Église chargée de traiter « les plaintes pour abus sexuels dans une relation pastorale ». La Commission démissionne le 1<sup>er</sup> juillet.

Cependant les hautes autorités religieuses, parmi lesquelles le nouveau primat de Belgique Mgr Léonard, désapprouvent publiquement « l'opération Calice » ; le Pape en personne se plaint auprès du gouvernement belge. Leurs critiques visent en fait les méthodes du Parquet, aussi bien

que l'initiative isolée du juge Wim de Troy. Il y aura alors enquête sur l'enquête, jusqu'à ce que les perquisitions soient déclarées irrégulières par l'arrêt de la Chambre des mises en accusations de Bruxelles du 9 septembre. L'instruction est nulle, les dossiers devront être restitués à la « Commission Adriaenssens ». Cependant, la publication du « rapport Adriaenssens » le 10 septembre, consignant notamment plus d'une centaine de témoignages de victimes d'abus sexuels commis par des ecclésiastiques, suscite de nombreuses prises de parole de victimes (ou de leurs représentants) dans les médias. Les scandales semblent s'accumuler, et les soupçons concernant l'implication – entre autres – du cardinal Danneels pèsent de plus en plus lourd. « L'affaire Calice » monopolise ainsi toujours la plupart des « Unes » à la rentrée 2010, et semble devoir résonner un certain temps encore.

### ... et ses personnages<sup>7</sup>

#### *Roger Vangheluwe et « les prêtres pédophiles »*

L'ancien évêque de Bruges Roger Vangheluwe n'a plus guère droit au titre « Monseigneur » ; c'est que la dignité du titre sied mal sans doute à l'infamie désormais associée à son nom : lorsque l'évêque s'affiche au sommaire du J.T., il y est question de viol, de corruption ou d'inceste. Globalement, son personnage est caractérisé comme lâche, et même cynique : « *Le 6 avril dernier, deux semaines avant de devoir [...] démissionner pour actes de pédophilie, l'évêque a encore viré 75 euros sur le compte de la victime avec le message "Bonne fête de Pâques"* ». (06/09). En outre, R. Vangheluwe n'est toujours évoqué qu'indirectement : son visage n'apparaîtra jamais



sur la chaîne qu'au travers de plans fixes présentant des photos de presse, et il ne s'exprimera devant les caméras que via « un intermédiaire un peu embêté » (28/08). Cette forme d'oblitération tend à produire, du côté du spectateur, un effet-tabou qui exclut d'emblée toute forme de compassion ou de compréhension possibles face à un personnage de criminel ignoble, auquel est refusé tout trait humain.

Cette mise à distance favorise par ailleurs l'assimilation du « prêtre pédophile de Bruges » à une catégorie plus vaste, dont il serait à la fois le visage inhumain et l'emblème : « les prêtres pédophiles »<sup>8</sup>, constitués en un personnage intangible et omniprésent (e.g. « Les prêtres pédophiles n'ont pas été cités dans l'homélie mais ils sont présents comme des ombres à la cérémonie », 28/06). L'assimilation de l'un à l'autre suppose bien entendu un procédé de généralisation, notamment facilité par les effets d'accumulation et de gradation anxiogènes dans les révélations successives de nombreux faits similaires. Or cette généralisation, couplée au fait que les criminels ne sont pas identifiés, invite le public à la suspicion généralisée face aux ecclésiastiques, cependant que l'infamie semble contaminer l'Église entière, elle qui « abrite » « les prêtres pédophiles ». Significativement, on observe une réification des expressions « pédophilie au sein de l'Église » – érigée en rubrique du J.T. dès la mi-juillet – et « prêtres pédophiles » – inlassablement répétée, la locution se mue en syntagme figé et la tension entre les deux termes n'est plus guère ressentie, comme si l'un pouvait être définitoire de l'autre. Cette réification s'appuie par ailleurs sur la convocation de l'imaginaire le plus sordide que la Belgique ait connu ces dernières décennies ; on

parlera même de « l'affaire Dutroux de l'Église ». Privé de traits humains et construit en mal absolu, le personnage des « prêtres pédophiles » agit ainsi pour le spectateur en repoussoir affectif.

### *Le Cardinal Danneels*

Entendu à titre de témoin lors d'un « interrogatoire de plus de 10 heures » dans le cadre de l'enquête, il n'en faut pas plus pour que le Cardinal Danneels paraisse suspect. D'après la RTBF, « on » le soupçonne « d'avoir eu connaissance de faits de pédophilie » et d'avoir tenté d'étouffer l'affaire. La prudence initiale des journalistes, marquée entre autres par l'usage intensif du conditionnel, semble démentie pourtant à l'image par ce que nous pourrions appeler une esthétique du soupçon, du mystère inquiétant, du secret à cacher ; ainsi par exemple d'un plan présentant un intérieur exigu, sombre et confiné, évoquant vaguement une cellule, où l'on distingue une croix du Christ depuis une grille entrouverte, et qui revient comme un leitmotiv. À vrai dire, le soupçon qui pèse sur le Cardinal Danneels s'impose la plupart du temps par des biais qui jouent sur la corde émotionnelle, en particulier lorsque ce soupçon s'appuie sur des témoignages de victimes qui attestent non seulement du savoir du Cardinal, mais encore de son indifférence :

Danielle Welter (journaliste, voix *off*) : « *Le fils de cette dame est alors âgé de 12 ans. Il est abusé par un prêtre surveillant de son collègue pendant deux ans. Voici ce que son fils écrit à l'époque [c'est la dame qui lit] : "Voici le visage sur lequel il a éjaculé de nombreuses fois pour un plaisir nuisible. Voici la bouche [...]. Je suis allée [...] chez le cardinal, nous étions une vingtaine de*



personnes. J'avais l'impression qu'on s'adressait à un mur [*soupir*]» ». (08/07)

Face à la poignante authenticité de témoignages de ce genre, la dénégation du Cardinal Danneels ne peut rien, à plus forte raison lorsque cette dénégation n'est portée que par la voix de son avocat. Les traits définitoires du personnage se résument finalement à une hypocrisie qui semble traduire son mépris pour les victimes :

« [Nicolas Gillard, journaliste] : *Mais aujourd'hui le cardinal a des regrets... – Toon Osaer, porte-parole du cardinal : Le plus grand regret du cardinal est quand même qu'on a enregistré l'entretien, confidentiel, et qu'on a révélé ça maintenant dans la presse* » (28/08).

Son hypocrisie, radicalement opposée à l'émotion des victimes – ce qui n'est pas chose évidente – tient lieu de preuve de sa culpabilité et le renvoie aux côtés des « prêtres pédophiles ». Le personnage permet ainsi, *a contrario*, d'imposer les valeurs d'authenticité et de transparence comme centrales dans l'appréhension que le téléspectateur fera de l'affaire. Par ailleurs, ce portrait assez tranché de Mgr Danneels n'offre guère, pour le téléspectateur, d'éléments d'identification – d'autant qu'il n'apparaît jamais « en personne ». Inspirant méfiance et dégoût, il ne peut susciter qu'un désir, celui de le voir inculpé, et une frustration : rien n'assure qu'il sera inquiété.

### *Monseigneur Léonard*

Les reportages qui mettent en scène Mgr Léonard sont de deux ordres. Les premiers portent sur des « voyages » (e.g. au Vatican 27/06 ; « fête

à Tournai » 01/07) qu'on nous présente comme sans rapport avec l'affaire des abus sexuels qui devrait le préoccuper. Et à chaque fois, il s'agit d'inscrire le personnage au sein des autorités religieuses. Ce procédé, d'une part produit un effet de communauté suggérant que l'attitude de Mgr Léonard est représentative de la position de l'ensemble de la hiérarchie, et d'autre part renvoie le personnage à son statut de haut « responsable ». Le second type de reportages s'inscrit dans le contexte des conférences de presse données par Mgr Léonard. Ici l'attente du téléspectateur est toujours déçue : la question journalistique qui motive le reportage reste toujours sans réponse, Mgr Léonard semble éluder les questions et refuser de s'adresser aux victimes. « *Quand il s'agit de parler du fond du dossier et des éventuels abus commis par des membres de son Église, le primat de Belgique se tait.* » (25/06) ; « *Mgr Léonard se veut proche des victimes [...]. Les victimes d'abus sexuels sont au cœur du discours, certes, mais une fois de plus, elles devront être patientes.* » (13/09). Dans les deux types de reportages, on attribue au personnage une insouciance insolente qui sied assez mal à la gravité des faits révélés et à la « tourmente » qui agite l'Église catholique. Les silences de Mgr Léonard et son attitude de fuite sont censés traduire sa lâcheté face aux responsabilités qui incombent normalement au primat de Belgique.

Quant aux dialogues qui font intervenir le personnage, ils dessinent surtout son grand mépris pour les victimes. Invité sur le plateau du J.T. le 13 septembre, Mgr Léonard voit son intervention précédée d'un reportage figurant des gardes de sécurité en train d'interdire assez brutalement



l'entrée à des représentants de victimes qui voulaient assister à sa conférence de presse. « *La place des victimes, c'est dehors* », conclura le journaliste. Sur le plateau, les questions du présentateur François de Brigode frisent parfois l'agression, et présupposent de fait la « faute » qu'elles semblent interroger : « *Pourquoi ne pas avoir demandé pardon aux victimes [...], en prononçant très clairement le mot "pardon" [...], vous qui vous dites à l'écoute du monde chrétien [...] ?* » ; « *À propos des actes de pédophilie [...] vous ne prononcez jamais le mot "crime". Pourquoi ? Ce n'en est pas un à vos yeux ?* ». Mgr Léonard est de facto mis en position d'assumer une responsabilité collective, et est censé s'exprimer au nom de l'Église belge. Mais le dialogue est en quelque sorte piégé, et l'on conçoit mal comment le téléspectateur pourrait s'y ranger du côté de l'Église. On peut en effet difficilement adhérer à un personnage dépossédé des valeurs habituellement associées à son rôle de religieux : la « culpabilité », le « pardon », le repentir ou « l'écoute », pour ne citer que celles-là.

### *L'Église*

Mais que désigne au juste cette appellation d'« Église » sans cesse convoquée ? Le terme recouvre en fait un relatif amalgame entre, pêle-mêle, l'édifice, la doctrine, le Vatican, le Pape, l'Institution, les autorités religieuses et même l'ensemble de la communauté ecclésiastique. Autorisé par l'ambiguïté même du terme, l'amalgame soutient autant qu'il permet la généralisation. Il faut dire que les similitudes entre les traits des différents personnages qui la représentent facilitent leur assimilation,

et favorisent du même coup une suspicion généralisée. On remarquera en passant que les « abuseurs » sont systématiquement renvoyés, non à leur condition d'homme, mais bien à leur appartenance à l'Église (cf. l'expression « prêtre pédophile »). Ce procédé d'assimilation tend à produire pour « l'Église » un véritable « effet-personnage », tel qu'on peut attribuer à cette dernière un visage et des intentions. En définitive, tout trait attribué à l'un ou l'autre de ses membres tend, par contagion, à entacher l'image de l'Église tout entière (e.g. « *L'Église a-t-elle caché des actes de pédophilie ?* » 27/06). Ceci explique l'impression, latente depuis le début de l'affaire, qu'il s'agit moins finalement de dénoncer « certaines personnes » coupables d'abus sexuels, que de mettre toute l'institution au pilori.

Au-delà des traits qu'on peut lui attribuer via ses représentants (cynisme, hypocrisie, lâcheté, etc.), le personnage « Église » est également caractérisé par une esthétique du secret, qui se marque entre autres dans les multiples « silences coupables » mis en scène par la RTBF, ou encore dans le leitmotiv du plan de la « cellule » qui, marié à des commentaires du genre « *Qu'a-t-il bien pu se passer entre ces murs ?* », tend parmi d'autres procédés à associer secret et infamie. Or le secret et le silence paraissent bien propices à nourrir la suspicion et à valider la rumeur, faute d'autres sources. Par ailleurs, le « visage » de l'Église fait l'objet d'un détournement, muant la piété en horreur, de manière à provoquer un réflexe aversif. La plupart du temps, c'est l'image du Christ en souffrance sur la croix qui accompagne les histoires les plus sordides, en *off*, sur les abus sexuels perpétrés « au sein de





l'Église ». Cette Église est celle qui « abrite » et protège les « prêtres pédophiles » – notamment par son engagement virulent voire agressif contre « l'opération Calice » – quand elle ne les « récompense » pas (e.g. « *mais comble de souffrance pour la famille, des années après le suicide de [la victime], [l'abuseur] est nommé diacre* » 11/09 ; « *un prêtre pédophile [...] que l'Église avait déplacé de paroisse en paroisse après ses méfaits, au lieu de le dénoncer ou de le mettre à l'écart* » 30/06). Les journalistes lui déniaient enfin toute émotion, toute compassion par rapport aux victimes :

Nathalie Maleux : « *Alors quand vous dites vous êtes en colère, honnêtement, franchement [moue], il y a énormément de choses qui se savaient, il y a eu la loi du silence au sein de l'Église alors est-ce que tous les hommes d'Église vont, ce soir, crier au scandale et à la colère, alors que ce sont des choses que l'Église savait, mais qui étaient tues !* » (10/09).

Certes l'Église paraît ne pas assumer ses responsabilités, mais surtout, en engendrant des abuseurs, en les tolérant en son sein et en les couvrant, elle est assimilée aux « *abuseurs au sens plus général* » (expression employée par un avocat de victimes, puis reprise par la journaliste). La RTBF insiste ainsi largement sur l'impunité systématique des coupables et sur le mépris de l'Église par rapport aux victimes (e.g. « *On a prié pour le salut de l'Église, mais pas un mot sur les victimes* » 08/08), ce qui provoque inévitablement un sentiment d'injustice et une impossibilité pour le spectateur d'adopter la position d'une Église dont même le visage est désormais irrémédiablement associé à l'horreur.

#### *De la justice à la « Commission Adriaenssens »*

Il n'est guère de figure fortement personnalisée qui, dans « l'affaire Calice », incarnerait véritablement la justice. C'est que l'instance apparaît disséminée entre plusieurs intervenants et porte-paroles, aux traits tous discordants. Il en résulte une image confuse, laissant voir une justice divisée, peu cohérente et par là même peu crédible : « *on a l'impression qu'on ne sait pas vraiment trop comment s'y prendre* » ; « *le monde judiciaire semble dépassé* » (30/06). Seul le « silence de la justice » – la rétention d'informations qu'elle pratique – aura un visage : celui du juge d'instruction Wim de Troy, via la répétition d'un plan de plusieurs secondes sur son visage, bouche close et regard déterminé, sans autre commentaire. Si l'institution judiciaire peut jouir d'un crédit relatif dans la mesure où elle vient contrarier la « justice privée » de l'Église, elle semble enlisée dans des questions de procédure et ne guère parvenir à mener une enquête sans se saboter elle-même. La légitimité de principe de « l'opération Calice » ne fait apparemment aucun doute, en revanche les méthodes sont jugées maladroites puisqu'elles n'ont pu aboutir qu'à la nullité de l'instruction. On voit alors s'opérer une dissociation entre la valeur « justice » d'une part, et l'institution qui est censée l'incarner d'autre part. Cette dissociation s'exprime par exemple, à l'image, dans le floutage progressif de l'allégorie *Justitia*. Mais si ce n'est pas la justice qui rendra justice, ni l'Église, qui le fera ?

Quant à la « Commission Adriaenssens », son statut évolue considérablement au fur et à mesure du récit. Lorsqu'éclate « l'affaire Calice », la





Commission « interne à l'Église, et donc proche d'elle », considérée comme un instrument du secret entretenu par l'Église, fait l'objet d'une certaine défiance. Cependant, elle gagnera bientôt sa légitimité en s'incarnant dans le personnage de son président, Peter Adriaenssens. C'est que P. Adriaenssens, à travers sa qualité de « pédopsychiatre », semble répondre, au contraire de l'Église, à l'appel poignant des victimes. Ainsi la valeur accordée à la publication du « rapport Adriaenssens » tient-elle sans doute non seulement au fait que celui-ci représente la divulgation d'un savoir dans une affaire faite de silences, mais surtout qu'il trouve un écho dans les multiples paroles de victimes relayées par la RTBF. C'est d'ailleurs dans les nombreux témoignages vécus qu'il contient que le rapport puise l'essentiel de sa crédibilité médiatique :

« [N. Maleux, présentatrice :] *500 plaintes au total qui impliquent toutes les congrégations, tous les évêchés du pays, et parmi les victimes, 13 se sont suicidées ; leur histoire, leur vie, marquée à jamais, se trouve dans ce rapport. 500 plaintes, 500 récits empreints de souffrance* » (10/09).

On remarquera au passage que la multiplication des chiffres participe à l'effet de contagion évoqué plus tôt, et du même coup à la généralisation qui tend à impliquer l'Église dans son entièreté. Toujours est-il qu'à partir de cette publication, P. Adriaenssens sera très régulièrement invité à prendre la parole sur la chaîne, en tant qu'expert. Il semble toutefois que la compétence qui lui est reconnue soit davantage une compétence, disons, compassionnelle, attestée par ses qualités de pédopsychiatre. Ce qui, en retour, tend à légitimer le point de vue des victimes comme

le seul tenable dans les multiples débats qui s'initient, on y reviendra. Contrairement à la justice, la Commission est donc fortement personnalisée (la RTBF parle d'ailleurs de la « Commission Adriaenssens » bien que cette appellation soit inexacte), raison pour laquelle la première, désincarnée, voit sa crédibilité peu à peu remise en cause, pendant que la seconde réalise le mouvement inverse. Ceci explique que la Commission paraisse plus à même de porter la valeur justice que l'institution judiciaire, malgré sa structure interne à l'Église. Les traits du personnage qui l'incarne, opposés à ceux de l'Église, permettent à la Commission de trouver grâce aux yeux d'un spectateur qui en oublie presque son statut réel.

#### *Les « victimes d'abus sexuels »*

Tout coupable suppose victime, et vice versa. Plus la victime sera bouleversante, plus le coupable sera répugnant, et vice versa. C'est précisément la fonction du pathos dans le traitement par la RTBF de « l'affaire Calice » ; les ecclésiastiques nous paraîtront plus ignobles à mesure que les témoignages des victimes s'accumulent et deviennent toujours plus tragiques. On observe d'ailleurs une gradation dans le pathos au fil du récit : les histoires narrées sont toujours plus nauséabondes, les « douloureux souvenirs » évoqués plus poignants, les détails plus abondants et plus sordides, le vocabulaire plus cru – tant du côté des journalistes que des « survivants », comme on les appelle parfois...

« *L'histoire que révèle le magazine Humo est particulièrement glauque [...]. Jan Anthonis – Journaliste Humo [en néerlandais, sous-titré] :*



*C'est une femme [...] qui a été abusée pendant une bonne partie de sa vie. [...]. Et qui a découvert plus tard que celui qui a abusé d'elle était en fait son père. [Off :] Humo ajoute que le prêtre ayant découvert un jour que la jeune fille était enceinte l'aurait forcée à avorter. » (06/09).*

Et lorsqu'un témoin se confie au J.T., la caméra se fait plus intime, privilégiant les gros plans sur les mains et les yeux ; plus mélancolique, s'attardant sur d'anciennes photographies ; ou plus métaphorique. Ces procédés de « caméra subjective » favorisent évidemment la proximité du spectateur avec le personnage de la victime, dont il est censé adopter le point de vue et partager l'émotion. En outre le pathos est favorisé par une forme de confusion temporelle ; l'imaginaire, très prégnant, du « destin brisé », jusqu'au suicide, semble avoir en quelque sorte arrêté le temps à l'époque des faits, si bien que l'on peut parler des « enfants » souffrant au présent. Ce qui pourrait n'être qu'un effet de style permet toutefois, discrètement, d'inviter le spectateur à juger des faits commis il y a parfois 50 ans au prisme des valeurs d'aujourd'hui, occultant du même coup tout un contexte qui, s'il n'est pas seul en cause, expliquerait néanmoins nombre de choses.

C'est bien ce pathos qui constitue l'essentiel de la caractérisation des victimes par la RTBF. Et, unies par une même douleur, les victimes auraient toutes le même visage. Leur homogénéité frappe effectivement, si bien qu'elles ne constituent finalement qu'un seul et même personnage, celui de *la* victime. Si les victimes ne font qu'un, l'avantage est inestimable pour les journalistes qui, du coup, peuvent ériger leurs témoignages en faits, s'appuyer sur l'opinion de victimes apparemment unanimes (et donc légitimes), et même parler en

leur nom face à l'Église. Significativement, la RTBF nous fait voir comme isolée et marginale la seule victime qui s'exprime contre le saisissement des dossiers par la justice, bien que dans les faits cette opinion soit représentative d'une partie des victimes. Aucun pathos cette fois qui pourrait éveiller notre compassion ; aucun des traits habituellement attribués aux victimes ne lui est accordé, de telle sorte que le personnage, en quelque sorte, passe à l'ennemi. Or c'est précisément sur la volonté de cette catégorie de victimes, de celles qui réclament une certaine discrétion, que l'Église s'appuie pour expliquer le culte du secret dont on l'accuse. En illégitimant ce personnage en tant que victime, la RTBF ôte à l'Église un précieux allié aux yeux des spectateurs.

Enfin, *la* victime est le personnage qui porte le *savoir*, savoir qu'elle livre au grand public : c'est elle qui « rompt le silence ». Car c'est bien le vécu intime qui, dans « l'affaire Calice », tient lieu de savoir. La parole de la victime, synonyme de « courage », serait libératrice et thérapeutique, du moins veut-on nous en convaincre : « En témoignant, les victimes se libèrent. » (10/09). Le témoignage de soi est érigé en valeur, à l'aune de laquelle on peut juger de l'intérêt des détails sordides qu'on nous impose. Mais s'il est une valeur, il n'en participe pas moins d'un argument d'autorité qui voudrait que la parole de la victime soit légitime, et donc crédible, jusque sur des questions très éloignées de sa compétence de témoin. Dans un premier temps, c'est toujours la victime qui porte le discours sur l'Église, qu'il s'agisse des portraits de R. Vangheluwe et du Cardinal Danneels, des abus commis par tel ou tel prêtre, du silence, du mépris ou du cynisme des membres de la hiérarchie ecclésiastique



(e.g. « *Nous avons parlé à des responsables, le cardinal Danneels. On les a tous mis au courant. Ils n'ont rien fait* », 11/09), du bien-fondé des perquisitions, de la culpabilité de l'Église, de la perte de foi ambiante, ou même du lien entre pédophilie et célibat des prêtres. Dans un second temps, ces discours sont relayés et assumés par les journalistes eux-mêmes, confortés qu'ils sont par l'apparente unanimité autant que par l'autorité des témoins.

### **Relations, harmonies et dissonances**

Au terme de cette galerie de personnages se dessinent un agencement de rôles, un système de relations et d'oppositions qu'il convient à présent de clarifier pour permettre d'apprécier les positions spectatoriennes possibles dans le récit de « l'affaire Calice ». La détermination des normes et valeurs qui sous-tendent ce système de relations entre les différents personnages permettront ensuite de préciser la manière dont les positions spectatoriennes peuvent déterminer certaines dispositions du spectateur-acteur social ; la manière dont le rapport au *savoir* proposé au public peut déterminer les conditions de possibilité de son *pouvoir* d'agir.

La relation la plus structurante est celle qui oppose l'Église à la victime. Opposition de rôles, puisque l'Église a finalement dû endosser celui du coupable ; opposition non moins radicale des normes qui, valorisées par l'énonciation, fondent la légitimité de l'un au détriment de l'autre. La victime est authenticité, transparence et courage de la publicité de la parole intime lorsque l'Église est hypocrisie, secret et lâcheté du silence. L'Église refuse ce que la victime réclame : reconnaissance

de la faute dans un pardon, et justice par la sanction. L'Église est de fait mise en contradiction avec l'ensemble des valeurs proposées, y compris avec celles qui, proprement chrétiennes, auraient dû la définir, si bien que son fondement même semble s'écrouler. Or le spectateur est à la fois invité à adopter le point de vue de la victime et dans l'impossibilité de s'identifier à une Église inhumaine, si bien qu'il sera poussé à adopter les valeurs au nom desquelles les deux personnages sont opposés, et à juger l'affaire au prisme de ces valeurs. On notera par ailleurs que l'Église semble refuser toute communication avec « ses » victimes, mais en vérité elle ne communique visiblement avec aucun autre personnage, à moins de s'y trouver contrainte. Elle laisse ainsi l'impression d'un « entre-soi » clos et hermétique, confirmé d'ailleurs par le reste de la mise en scène médiatique. Quant à ses rapports avec la justice, ils trébuchent sur la question de la séparation des pouvoirs, même si la justice s'avère apparemment incapable de porter la valeur justice, et que les deux camps ont en commun une certaine pratique de la rétention d'informations et un manque de communication avec les victimes. Enfin, P. Adriaenssens, s'il peut dans un premier temps être assimilé à l'Église, s'en distingue vite grâce à l'écoute dont il fait preuve par rapport aux victimes, et à une transparence qui le conduit à publiciser un savoir, celui des vécus intimes.

Bref, l'Église est opposée à tous les autres personnages, y compris à l'énonciation journalistique, qui la renvoie sans cesse aux valeurs qu'elle bafoue apparemment, et qui n'hésite pas à la discréditer explicitement. L'instance journalistique se démarque d'ailleurs de l'Église en assumant une série de valeurs qui toutes, sont liées à la question



du *savoir* : écoute des victimes et publicité de la parole libératrice et thérapeutique, transparence, etc. À y regarder de plus près, la RTBF tend à déléguer régulièrement son énonciation, et cette délégation s'incarne préférentiellement dans la voix de la victime. C'est elle qui, la plupart du temps, assume l'énonciation et constitue l'origine du savoir légitime. Parallèlement, la voix journalistique s'associe au public, sur lequel elle s'appuie, et qui a dès lors en commun avec elle une position de réceptacle du savoir divulgué par la victime. Du même coup, le public est *de facto* mis dans une position d'écoute valorisante, permettant justement à la parole intime de se faire libératrice – ce qui, en retour, tend à renforcer la légitimité du vécu intime en tant que savoir. Ceci permet à la chaîne, dans un second temps, de relayer et d'assumer ce savoir, et de se poser en porte-parole des victimes aussi bien que de l'opinion publique. Il y a donc, dans une certaine mesure, confusion des voix et association de l'énonciation journalistique, des victimes, de P. Adriaenssens et du public, unis dans une même opposition à l'Église qui se trouve alors dépourvue du moindre allié. La position de l'Église semble dès lors intenable ; lorsque les points de vue du narrateur et du personnage coïncident, remarquent P. Glaudes et Y. Reuter, « *ce foyer unique facilite la participation du public aux valeurs qui sous-tendent le récit et son accession au sens proposé* » (1998, p. 35).

### Positions et dispositions

Les débuts de « l'affaire Calice » à la RTBF, marqués qu'ils sont par le secret et le silence, mettent le public dans une posture d'attente pressante de *savoir*. Mais ni l'Église ni la jus-

tice ne satisferont cette attente, et la question initiale du *qui* est coupable, laissée d'abord sans réponse, est susceptible de créer une frustration propre à accueillir ensuite le savoir émanant de la victime comme *la* réponse. Or cette dernière se prononce, univoquement et sans appel, sur la culpabilité d'une Église tout entière responsable. La logique et le temps médiatique, qui ne sont pas ceux de la justice, appellent en effet des réponses pressantes, quitte à occulter le fait que celles-ci ne sont pas du même ordre que les questions originellement posées. Cette légitimation du vécu en tant que savoir, rejoint d'ailleurs ce qu'écrivait Dominique Mehl (1998) à propos de la « parole testimoniale » : le témoignage de soi, fondé sur l'expérience et non sur la connaissance, susciterait une adhésion du public reposant « *sur l'idéologie de l'authenticité véhiculée par ce type de témoignage* ».

D'autre part, la question du *pouvoir* est présidée et structurée par la valeur justice. Cependant, entre un coupable avéré et des victimes qui délèguent en quelque sorte au public, par la voix de l'énonciation, une attente pressante de sanction, aucun personnage ne paraît susceptible de rendre cette justice. Insuffisamment personnalisée, l'institution judiciaire paraît impropre à punir les coupables et se trouve du coup dépossédée de la valeur qui la fonde. Davantage personnalisée, la Commission ne dispose d'aucun pouvoir si ce n'est celui de la parole, de la divulgation du savoir qui doit mener au jugement. Il y a donc là une place laissée vide, qui certes invite le public à occuper la place du juge, mais qui produit en même temps une impression d'impasse, liée à la frustration d'une injustice et d'un « impouvoir » à exécuter une sanction libératrice. Le public



se trouve en quelque sorte pris dans une double contrainte : d'une part la distribution des rôles l'incite au jugement et à l'action, mais d'autre part et par là même il est sans cesse renvoyé à sa condition de spectateur, simple réceptacle du savoir. Et la frustration qui peut en découler ne peut trouver dans aucun des personnages le moyen de se résoudre « par procuration ». Cette posture paraît finalement propre à favoriser des dispositions à l'action irrationnelle, et risque de trouver dans la violence d'un verdict sans procès, une échappatoire inespérée : il faut que des têtes tombent.

Le point de vue émotionnel, légitimé par l'harmonie des voix alignées sur la « parole testimoniale », s'impose bien comme le seul tenable, et tend à susciter un mode d'implication du public de type compassionnel. Cependant, ce mode d'implication émotionnel imprime à la réception un mouvement dans lequel la nuance, l'explication, le temps long, en un mot le rationnel, non seulement n'a guère sa place, mais encore passerait pour indécent sinon sacrilège. Or, si comme le suggère D. Mehl, la « parole testimoniale » relève davantage de la lecture romanesque que du débat, on peut sans doute s'inquiéter du fait que celle-ci, tenant lieu à la fois d'emblème et d'argument, soit appelée à légitimer des *opinions* lorsqu'arrive inévitablement le temps du débat. « L'affaire Calice » a effectivement (re)lancé une série de questions essentielles, entre autres liées au fonctionnement et au statut de l'Église catholique. Mais le récit de l'affaire comme succession de faits divers exposant le public à des chocs successifs, dispose davantage ce dernier au réflexe qu'à la réflexion. La question du célibat des prêtres par exemple, de même que

tout le fonctionnement de l'Église catholique, sont désormais dans l'esprit du public irrémédiablement associés à la « pédophilie », mot-choc par excellence, oblitérant la raison au profit de l'imaginaire le plus répulsif qui soit. Or, faut-il le préciser, les liens réels qui existent entre célibat et pédophilie ne sont guère examinés, et encore moins avérés...

On l'a vu, les attentes et les désirs liés à l'agencement des rôles et au traitement du récit de « l'affaire Calice », invitant à la condamnation radicale, paraissent peu propices à favoriser les dispositions indispensables à un débat démocratique de qualité. Comment alors ne pas redouter la transition qui doit nécessairement s'opérer, entre le récit de l'affaire et les débats de fond que celui-ci finit par susciter ? Il serait certainement absurde de condamner unilatéralement l'usage de l'émotion dans les médias, car l'émotion est également synonyme d'« intérêt humain », sans lequel il n'est plus ni information ni débat. Le fait d'être touché est sans doute la condition nécessaire – mais non suffisante – de toute réflexion politique, la question étant alors de déterminer à quelles conditions l'émotion peut ouvrir au politique<sup>9</sup>.



## R · É · F · É · R · E · N · C · E · S   N · O · T · E · S

CHARAUDEAU Patrick, *Le discours politique : les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2005.

DEVRESSE Jenifer, *Le Pen sous Presse : la réception paradoxale d'un discours dénonciateur*, Paris, L'Harmattan, 2010.

ESQUÉNAZI Jean-Pierre, « Vers la citoyenneté : l'étape de l'émotion », in *Mots. Les langages du politique*, n° 75, juillet 2004, pp. 47-57.

GLAUDES Pierre et REUTER Yves, *Le personnage*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1998.

HAMON Philippe, « Pour un statut sémiologique du personnage », in Roland Barthes, W. Kayser, W. C. Booth, Ph. Hamon, *Poétique du récit*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1977, pp. 115-180.

HAMON Philippe, *Le personnel du roman. Le système des personnages dans les Rougon-Macquart d'Emile Zola*, Genève, Droz, 1983.

HAMON Philippe, *Texte et idéologie. Valeurs, hiérarchies et évaluations dans l'œuvre littéraire*, Paris, PUF, 1984.

LITS Marc, *Récit, médias et société*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 1996.

MEHL Dominique, « La parole profane », in J. Bourdon et F. Jost (dirs.), *Penser la télévision*, Actes du colloque de Cerisy, Paris, Nathan/INA, coll. « Médias-Recherches », 1998, pp. 205-215.

QUÉRÉ Louis, *Des miroirs équivoques : aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier, 1982.

REUTER Yves, « L'importance du personnage », in *Pratiques*, n° 60, décembre 1988, pp. 3-22.

SENNETT Richard (1979), *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil, 1995.

1. J'entends « le politique » au sens de Patrick Charaudeau qui, se fondant sur P. Rosanvallon, le conçoit comme distinct de la politique : « *Le politique réfère à tout ce qui dans les sociétés organise et problématise la vie collective au nom de certains principes, de certaines valeurs qui en constituent une sorte de référence morale.* » (2005, pp. 33-34).

2. Le corpus est constitué des extraits du J.T. de 19h30 de la RTBF depuis le 24 juin 2010, date de « l'opération Calice » qui a marqué le début de l'affaire, jusqu'au 15 septembre 2010 (date arbitraire arrêtée au moment de la rédaction de cet article). Sur la question de la clôture du récit, on considérera simplement qu'un récit médiatique pourra difficilement être appréhendé de manière totale puisqu'il renvoie nécessairement à une intertextualité potentiellement infinie. D'autre part, c'est le propre même du récit médiatique que de demeurer perpétuellement ouvert, en attente d'une suite qui peut toujours advenir ou non.

3. Cf. essentiellement les « procédés différentiels » (1977) qui permettent de caractériser les personnages, et en particulier les composantes de leur « étiquette » (1983), c'est-à-dire l'« *ensemble stylistique dont les unités forment l'effet-personnage* ».

4. Pour davantage de précisions méthodologiques, voir Devresse, 2010, pp. 37-43 : « Une approche sociodiscursive ».

5. L'origine du mot « Calice » pour qualifier l'affaire n'est jamais explicitée ; ceci témoigne sans doute d'une certaine propension des médias à l'autoréférentialité.

6. Ainsi baptisée par les médias, du nom de son président Peter Adriaenssens.

7. Il s'agit ici de décrire les personnages tels qu'ils apparaissent au J.T., c'est-à-dire tels qu'ils sont construits dans et par la RTBF, sans présumer de leur



traitement par les autres médias, et encore moins de ce qu'il en est des personnes « réelles ».

8. Les citations sans référence de date renvoient à des termes utilisés de manière significativement récurrente par la chaîne.

9. À ce sujet, on lira avec intérêt Esquénazi, 2004, pp. 47-57.

## R · É · S · U · M · É

Que font les médias au social ? Comment le récit de l'information peut-il faire sens ? Comment l'information télévisuelle dispose-t-elle de son public ? Autant de questions qui interrogent les mécanismes de construction sociale du sens, au carrefour du récit médiatique et de sa « réception ». Cet article souligne, à travers une étude de cas, l'intérêt pour l'analyse des médias de la notion de personnage narratif. Ce personnage média-informé est l'une des clés fondamentales qui préside à la détermination des possibles de la réception télévisuelle. Analysant le système des personnages de « l'affaire Calice » tels que mis en scène dans les JT de la RTBF, l'étude examine ainsi la manière dont les positions spectatorielles induites par le récit des débuts de l'affaire tendent à déterminer certaines dispositions du public-acteur social.

### Summary

What do the media in society? How the story of information can make sense? How television news has she its audience? So many questions that query mechanisms social construction of meaning, at the crossroads of the narrative and its media «receipt». This article highlights, through a case study, interest for media analysis of the concept of narrative character. This character-informed media is a key fundamental that governs the determination of possible TV reception. Analyzing system of characters «case Calice» as staged in the news at RTBF, the study examines how well the positions spectatorial induced by the story of the beginnings of the case tend to determine certain arrangements public-social actor.